CAUSE COMMUNE
Journal de la Fédération des Communistes Libertaires Du Nord-Est (NEFAC)
Numéro 4, Novembre-Décembre 2004

NOUS, LES ANARCHISTES

Il existe un fossé immense entre ce qu'est réellement l'anarchisme et les mensonges qui y sont associés par les médias de masse, les gouvernements et les patrons. On accuse les anarchistes d'être des êtres violents , des assoifé-e-s de sang, voire même des meutriers, des poseurs de bombes et des terroristes. Il est vrai, qu'à une certaine période, certains anarchistes croyaient pouvoir changer la société par des actes individuels de terreur. Cette époque est révolue, ancienne même. Elle date du tournant du 20ième siècle, il a de cela plus de 100 ans. Il serait temps que les journalistes apprennent le scoop...L'anarchisme est un ensemble théorique et pratique servant à l'émancipation sociale de la classe ouvrière PAR la classe ouvrière(1).

On nous traîte de jeunes voyous issus tout récemment des milieux contre-culturels, quand en fait nous faisons partie d'un mouvement ayant des racines historiques, se puisant dans les idées à la fois socialistes et libertaires. Nous étions de la partie durant la Révolution Mexicaine (1910), la Révolution Russe (1917), la Guerre civile espagnole (1936), Mai 1968 (en France et ailleurs). Dans les dernières années au Québec, nous avons été sur les premières lignes de la dernière grande grève étudiante (1996), qui a regroupé des milliers de personnes voulant s'instruire gratuitement et autrement. Contre la mondialisation capitaliste, nous avons été la principale force radicale, en mesure d'inspirer tout un ensemble des gens pour qui "un autre monde est possible".

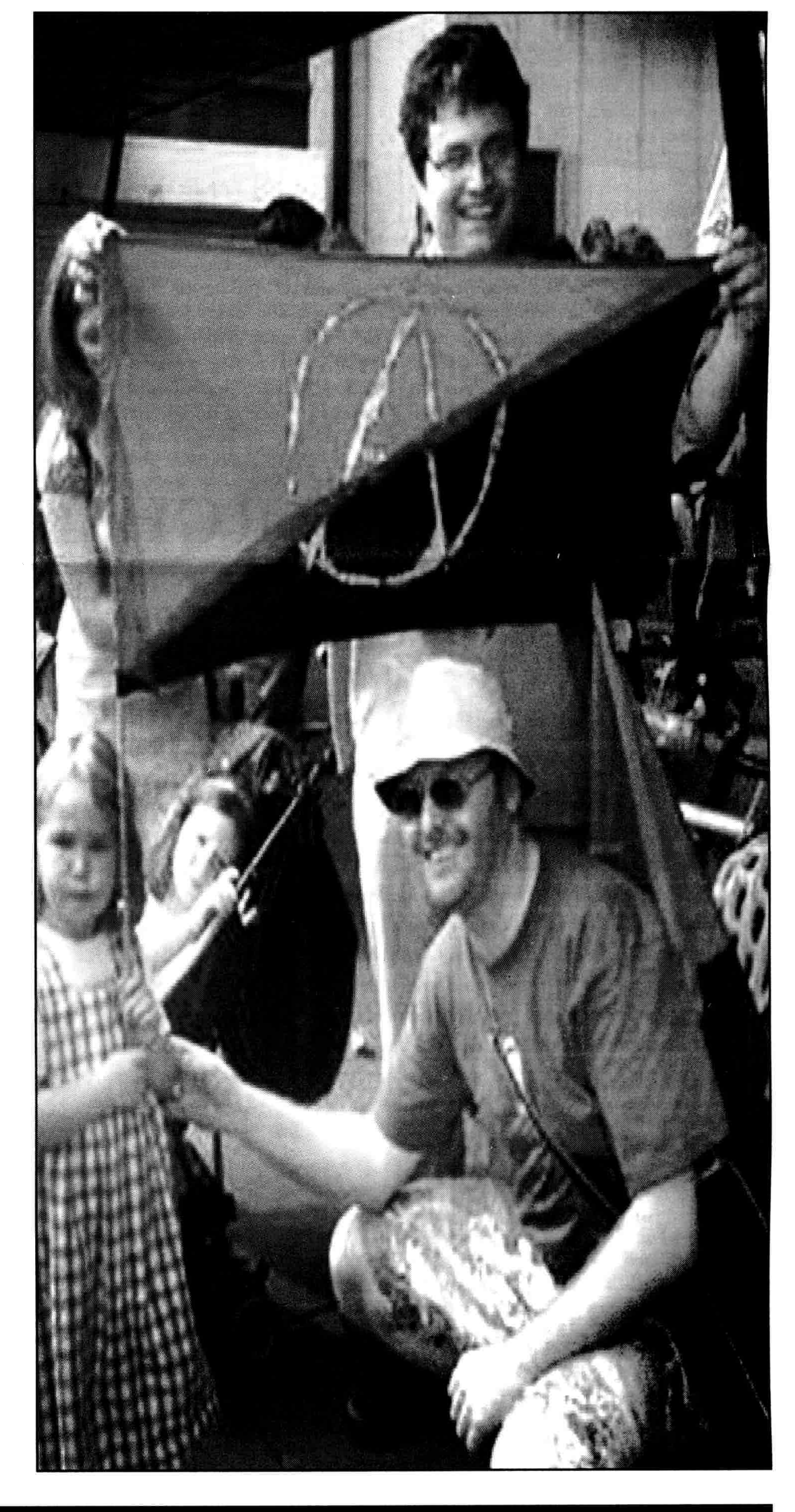
Logement, travail, environnement, immigration, anti-racisme, égalité hommes-femmes...la liste de nos fronts de luttes semblent toujours s'allonger au fur et à mesure que les maux de la société s'aggravent. Parfois les combats sont victorieux, mais ils restent isolés, des fois mêmes inconnus. Voilà quelque chose qui fait le bonheur de la classe dirigeante, il ne faudrait surtout pas qu'il se propage l'idée que les anarchistes sont en mesure de changer les choses pour le mieux.

Nous, les anarchistes, prônons l'égalité, la liberté, la justice, la dignité humaine. On ne pense pas que tout cela tombera du ciel. Il faudra une révolution sociale. Utopistes? Certes. Mais aussi réalistes. Nous savons que nous ne ferons pas cette révolution seul-e-s. Heureusement, notre histoire et notre exprérience de lutte récente nous montre que l'ensemble des exploité-e-s et des opprimé-e-s ont intérêt à pousser dans ce sens.

Les civilisations sont mortelles. Le capitalisme aussi. Nous ne sommes donc pas condamné-es à rester enchaîné-es à ses dogmes et ses diktats. Il y a une vie après le néolibéralisme, elle mérite d'être vécue.

(1) Ici le terme classe ouvrière est employé dans son sens le plus large, dans son sens le plus significatif, c'est à dire regroupant les travailleurs-euses, les sans-emploi, les jeunes, les étudiant-e-s, etc.





POUR EN LIRE PLUS :

www.nefac.net

LES CENTRES D'APPEL À SHERBROOKE

On dit qu'autrefois l'industrie du textile employait 80% des travailleurs de Sherbrooke. Maintenant, malgré les majestueuses côtes de notre ville et les rivières brunes qui la ornent, la plupart des manufactures sont parties. La pauvreté (le revenu annuel d'une famille d'ici est 4000$ plus bas que la moyenne canadienne) et une population à forte proportion d'étudiant-e-s attirent cependant un type d'industrie qu'on aimerait peut-être mieux ne pas attirer : celle qui recherche une main-d'œuvre sans attentes de carrière à long terme, pas nécessairement qualifiée et qui s'arrange d'horaires « flexibles ».

Les centres d'appels, parfait exemple de ce type d'industrie, ont engagé des centaines de jeunes ces dernières années pour offrir des services après-vente et du support technique aux clients des grosses compagnies de téléphone qui ont mis à pied leurs propres téléphonistes. Ces emplois de sous-traitance fournissent des salaires beaucoup plus bas (autour de 10 $ l'heure) et de moins bonnes conditions de travail que ceux qu'ils ont remplacés.

Julie travaille dans un des centres d'appels de Sherbrooke. Elle raconte que pour y avoir le statut d'employé-e permanent-e qui donne droit à des horaires fixes, des congés de maladie et une prime annuelle, il faut travailler deux ans dans un des deux départements où il existe un contrat de travail. Or le centre est divisé en plusieurs départements qui occupent chacun quelques pièces d'un étage et si un-e employé-e est déplacé-e d'un département à l'autre, il y perd son ancienneté. Les employé-e-s sont déplacé-e-s selon la demande et bien peu finissent par obtenir le statut de permanent.

« Dans le département où je travaillais avant, l'espace de travail était à peu près d'un mètre et demi de large. Il y avait une personne de chaque côté qui travaillait, une en face et deux en diagonale. Et ce n'était pas isolé, le bruit était terrible et l'air ne circulait pas. Je n'ai jamais eu de migraine de ma vie avant que je travaille là. Il a fallu que je donne ma démission pour qu'ils me changent d'étage. Je n'ai plus eu de migraines après ça. » En ce moment, elle essaie sans succès d'avoir un horaire fixe de jour parce qu'elle est enceinte et que travailler de soir ou de nuit n'est pas évident pour la santé de l'enfant.

Dans le centre où Julie travaille, les relations entre les employé-e-s et la direction sont entièrement contrôlées par cette dernière. La direction fait des sondages et publie un journal, elle a aussi mis sur pied des groupes d'employé-e-s pour parler de motivation au travail. Lorsqu'il y a trop d'insatisfaction de la part des salarié-e-s, un relationniste descend de Montréal pour les rencontrer en petits groupes. Les employé-e-s chialent, le gars fait un rapport.

Julie fait partie d'une minorité croissante d'employé-e-s qui essaient de s'organiser indépendamment afin d'établir un rapport de force avec les patrons. Ils parlent de faire une plate-forme de revendications sur leurs conditions de travail et éventuellement d'élire un ou deux porte-parole par département pour aller voir la direction. Tout ça sans jamais prononcer le très dangereux mot « syndicat ».

Il y a deux ans, certains ont fait une tentative de syndicalisation qui a échouée à cause du désintérêt des centrales syndicales face au petit nombre de salarié-es permanent-es des centres d'appels. Les jeunes qui vont et viennent ne peuvent assurer une base de cotisation stable et ne représentent donc pas un « marché cible » à syndiquer.

Comme dans la plupart des milieux de travail, le seul fait de parler de résistance peut être une raison suffisante pour perdre son emploi. « C'est pratique pour avoir du chômage, si jamais je ne veux plus travailler, au lieu de démissionner, j'ai juste à commencer à parler de syndicalisation et ils vont me mettre à la porte. » Un bon truc à retenir.

CAUSE COMMUNE

Cause Commune est un journal francophone produit par la Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEFAC). Publié à 3000 copies tous les deux mois, Cause Commune sert de tribune pour diffuser le plus largement possible un point de vue libertaire sur les luttes sociales actuelles.

Vous êtes un lecteur assidu de Cause Commune? Vous désirez le diffuser dans votre milieu de travail, votre école ou votre quartier? Vous avez des idées d'articles ou des illustrations à proposer? Écrivez-nous! La presse anarchiste a besoin de votre soutien.

* * *

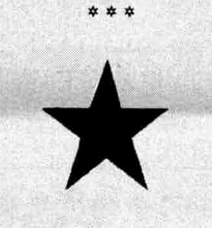
Québec - La Nuit:
nefacquebec@yahoo.ca

Sherbrooke- L'Accolade:
sherbrooke@nefac.net

St-Georges- Les Va-Nu-Pieds:
st-georges@nefac.net

Union locale de Montréal
(La Commune - Impact)
mtl@nefac.net

* * *



L'ANARCHIE DE A À Z

"D" COMME DÉMOCRATIE DIRECTE

On entend souvent vanter les mérites des sociétés dites « démocratiques ». Chaque fois qu'un scrutin a lieu, tous les commentateurs nous rabâchent les oreilles en insistant sur le fait que « le peuple a parlé », que « la démocratie est en santé ». Élire des représentants tous les quatre ans : est-ce vraiment à travers les urnes que se fonde le pouvoir populaire? À en croire la désaffection de plus en plus de « citoyens » et de « citoyennes » vis à vis le jeu électoral, on peut sérieusement en douter. Ici comme ailleurs, un fossé se creuse entre la population et la classe politicienne. Nous sommes de plus en plus nombreux-euses à réaliser que ces maires, ces députés, ces ministres, ne représentent qu'eux mêmes et une clique d'hommes d'affaires dans tout ce cirque.

À n'en pas douter, les anarchistes sont résolument opposéEs aux fondements de la démocratie bourgeoise. En effet, le système « démocratique » actuel s'appuie sur la renonciation de notre pouvoir individuel et collectif au profit d'un nombre restreint de professionnels de la politique. Ces dirigeants « élus au suffrage universel » (gage de légitimité, il va sans dire!) administrent ensuite ce pouvoir qui leur est « confié » en fonction d'intérêts particuliers qui sont rarement ceux de la majorité. Pas besoin d'aller bien loin pour s'en convaincre : qu'on regarde les politiques mises de l'avant par les différents gouvernements qui se sont succédés au Québec et au Canada depuis que vous êtes en âge de voter. Qu'ont-ils fait avec le pouvoir d'État, sinon l'utiliser pour récompenser et protéger leurs amis siégeant sur les conseils d'administration d'entreprises « bien de chez nous ». Et tout cela au nom de l'intérêt général! Ce système hautement hiérarchisé nous empêche d'avoir une réelle prise sur les enjeux qui nous touchent. Rien ne sert de le replâtrer en ajoutant un zeste de participation par ci, une dose de consultation publique par là... Il faut abattre la structure autoritaire qui commande nos vies.

C'est à partir de ces quelques constats que les anarchistes ont développé une toute autre idée de la démocratie. Nous pensons qu'il faut renverser la pyramide du pouvoir pour le ramener à la base : dans nos quartiers, dans nos lieux d'étude ou de travail. Là où nous vivons, là où nous travaillons, nous devons avoir la possibilité de se pencher sur les questions qui nous touchent. La démocratie n'a de sens que si elle se vit au quotidien, le plus directement possible. D'ailleurs, on trouve ici et là dans notre société des îlots de démocratie directe, la plupart du temps dans des espaces qui ont été créés pour faire contrepoids au système capitaliste et bureaucratique. Dans ces lieux de contre-pouvoir, l'assemblée générale sert souvent d'instance de délibération et de décision. Bien qu'imparfait, ce mode d'organisation a l'avantage de permettre à chacun de pouvoir s'exprimer, de débattre et de décider sur un pied d'égalité avec les autres.

Bien entendu, il y a des enjeux qui ont un impact plus global, dépassant notre vie quotidienne. On peut trouver des solutions aux enjeux de société de façon radicalement démocratique, tout en évitant le piège de la démocratie représentative (qui consiste à donner un chèque en blanc au gouvernement une fois qu'il est élu). Les anarchistes croient qu'il est possible (et parfois même souhaitable) que la base puisse mandater des déléguéEs afin de trouver des solutions collectives avec d'autres groupes aux prises avec des problèmes similaires. Ces déléguéEs doivent être directement imputables des décisions prises au nom des autres et immédiatement révocables si ils ne respectent pas les mandats qui leur sont confiés. C'est le seul moyen d'éviter que certains parlent en notre nom sans nous avoir consulté, comme c'est trop souvent le cas actuellement, y compris dans nos propres organisations (qu'on pense à certains dirigeants syndicaux ou étudiants!).

Cette façon d'entrevoir le politique n'est pas utopique. La démocratie directe s'est vécue sur une grande échelle dans plusieurs moments marquants de l'histoire des luttes populaires à travers le monde. Aujourd'hui même, il est possible d'appliquer ces quelques principes dans notre vie quotidienne, que ce soit dans nos syndicats, nos associations étudiantes ou nos groupes communautaires. C'est même une condition primordiale si l'on souhaite voir un jour de véritables changements dans notre société.

QUI SOUTIENT LES OUVRIERS IRAKIENS ?

Sous la dictature de Saddam Hussein, les ouvriers n'avaient pas le droit de s'organiser ou de faire grève. Il y avait bien des syndicats,assurément, mais leurs leaders n'étaient que des collaborateurs loyaux du régime, et les travailleurs étaient souvent persécutés si les leaders lesdénonçaient aux autorités baasistes. Tous les syndicats ont mis en application les règles du régime baasiste, et les ouvriers n'ont eu aucun droit de protester. Cela a duré plus de 30 ans, et la ségrégation des ouvriers irakiens du reste du monde a été très préjudiciable à leur lutte en Irak. Maintenant la guerre des USA sur l'Irak, suivi de l'occupation, a crée un chômage massif en Irak et détruit la société civile.

Le futur ne semble guère plus prometteur, avec l'installation - contre la volonté des personnes en Irak - d'un gouvernement de marionnettes qui rassemble les chefs tribaux , les forces les plus à droite, la Mafia religieuse et les forces nationalistes et ethnocentriques. En outre, la montée multiforme de l'Islam politique a pour résultat un manque de sécurité grandissant et l'accroissement des activités terroristes, comprenant les prises d'otages, des décapitations, l'imposition du voile
et la privation pour les femmes du travail et de l'éducation. Les lieux de travail ont été transformés en champs de bataille. En avril 2004, les ouvriers de l'usine d' aluminium et les ouvriers d'usine d'approvisionnement de sanitaires de Nassirya ont refusés de donner suite au souhait du groupe terroriste de Moqtada Al-Sadr de transformer l'usine en un lieu d'affrontement avec les forces US. A Samara, les ouvriers sans emplois ont également défendus leurs droits qui étaient attaqués par les forces islamistes.

L'occupation et l'islam politique ont tous deux engendré le chaos et l' incertitude en Irak. L'occupation donne aux islamistes le prétexte pour continuer leur terrorisme en Irak sous le slogan qu'ils combattent « l' ennemi de l'Islam » ou défendent la « terre des Arabes ». En réalité, ceci n 'a rien à voir avec ce que demande la population et leur désir d'une réelle liberté et égalité. Aider et soutenir ces forces réactionnaires avec l' illusion que ce sont des forces de "résistance" aboutira seulement à promouvoir leur terreur et violence contre les masses en Irak - particulièrement contre les ouvriers et les femmes.

En dépit du tout cela, la classe ouvrière s'est organisée et a protesté pour défendre ses droits. Un Syndicat de chômeur, l'Union des Chômeurs (UUI) s' est formé car suite à la guerre et à l'occupation la majorité des travailleurs s'est retrouvée sans emploi. Ils ont organisé au moins les protestations majeures à Bagdad et dans d'autres villes et ils ont organisé 45 jours de sit-in devant les bureaux de l'administration civile pour l'Irak de Paul Bremer. Les dirigeants de l'union ont été arrêtés par les forces US à Bagdad pour avoir défendu les droits des ouvriers sans emploi.

La Fédération des Conseils Ouvriers et des Syndicats en Irak (FWCTUI), dont l'Union des Chômeurs est membre a été fondé pour organiser les travailleurs dans les syndicats et les usines autour d'un programme très progressiste et laïc. Ils cherchent à défendre les droits des ouvrières et des ouvriers au travail, le droit d'organiser des syndicats et de protester, de mettre fin à toute la discrimination contre les ouvrières, garantissant la pleine égalité entre les hommes et les femmes au travail. Ces syndicats et conseils d' ouvriers sont bientôt devenus très populaires en Irak et beaucoup de confédérations syndicales ont souhaité les rejoindre. Ils tiendront une conférence le 25 novembre 2004 à Bassorah. On s'attend à ce que plus de 25 syndicats soient présents pour discuter de leurs problèmes et pour élire une direction.

Le gouvernement intérimaire, par l'article 16 publié le 28 janvier 2004, a illégalement imposé au peuple d'Irak le fait que la fédération irakienne des syndicats (IFTU) est la seule union légale et le représentant unique des travailleurs en Irak. Ceci viole totalement les droits des autres syndicats comme l'UUI et la FWCTUI qui ont pourtant été à la tête des protestations de beaucoup d'ouvriers. En revanche, l'IFTU n'a rien proposé et a été reconnu par le gouvernement intérimaire parce que ceci servait mieux des plans des USA pour la privatisation de Irak.

C'est un moment crucial pour les ouvriers confrontés aux deux piliers du terrorisme que sont l'occupation US et l'Islam politique. Le soutien et la solidarité internationale de tous les organismes de travailleurs, des syndicats, des groupes de gauches et d'individus sont un besoin urgent pour les forces qui défendent l'humanisme, la laïcité et l'égalitarisme en Irak. Supportez-nous dans notre lutte pour la liberté et l'égalité en Irak !

Houzan MAHMOUD

Représentante de l'Organisation pour la Liberté des Femmes en Irak,
militante de l'UUI et la FWCTUI.

http://www.solidariteirak.org/

CONSEIL D'UN VIEUX CAMARADE

Ce qu'on a reçu récemment d'un lecteur :

Je n'en reviens pas que la majorité des américainEs ont voté pour George W. Bush, pour un deuxième mandat ! Comment avoir de l'espoir pour un changement révolutionnaire ou même progressiste en Amérique du Nord s'il y en a plein qui sont assez cons pour voter pour lui, surtout après tout ce qu'il a fait ? Moi, en tout cas, je suis complètement désespéré.



Signé, Désespéré.

Alexandre Berkman répond à Désespéré :

Camarade Désespéré !

Mais pourquoi t'en fais-tu autant que ça, avec une élection ? Ce qui est arrivé aux États-Unis n'est pas un grand changement fondamental dans la logique du capital et de l'État. Comme si Kerry, une fois élu, aurait changé la nature de l'impérialisme et de la domination de classe états-unienne. De toute façon, il l'a bien dit à plusieurs reprises : des États-Unis plus fort et plus présent sur la scène mondiale, plus de ressources pour les forces militaires, etc.

Comme j'ai dit aux jeunes états-uniens lors de la Première Guerre mondiale : "L'autocracie, une fois bien installée sur sa selle, est difficile à déloger. Vous devez savoir que le cri pour la démocratie est un monsonge et un appât pour le non-penseur. Vous devez savoir qu'une république n'est pas un synonyme de la démocratie et que l'Amérique n'a jamais été une vraie démocratie, mais qu'elle est plutôt la plus vile forme de plutocratie sur le globe. Si vous pouvez voir, entendre, sentir et penser, vous devez savoir que le Roi Dollar est le chef des États-Unis et que les travailleurs se font voler et exploiter par les maîtres dans ce pays comme bon leur semblent. "

Ces paroles sont toujours aussi vraies maintenant qu'hier. L'élection d'un démocrate aux larmes de crocodile ou d'un républicain qui aboit plus fort qu'un chien de garde ne changera rien à cela.

Cepandant, si ça peut te consoler mon cher Désespéré, rapelle-toi que seulement 60% de l'électorat est allé aux urnes, que presque la moitié de la population de ce pays est toujours aussi découragée par le système électoral et qu'elle préfère ne pas perdre son temps à aller voter.

La vraie démocratie est celle qui ne se mesure pas par de petits bouts de papiers qu'ils appellent " bulletins de vote ". La vraie démocratie n'est pas une course au pouvoir, avec un " play-by-play " raconté par des médias de masse. Au contraire, la vraie démocratie est directe. Elle doit avoir lieu dans les rues et dans le quartiers, dans les usines, sur les champs et dans les salles d'audience publique. La vraie démocratie n'est pas un concept idéal qui demeure hors de portée, géré par une élite patronale et une élite académique. La vraie démocratie nous appartient et nous devons la reprendre.

Ça va nous en prendre pas mal avant que le systeme capitaliste, l'État et toutes les autres boufonneries qui nous exploitent puissent s'éfondrer. Cher Désespéré, reprend ton espoir en la classe ouvrière et tu auras bien plus qu'un résultat électoral pour te réjouir. En effet, en luttant avec des principes d'action directe et d'implication dans ta communauté, tu verras petit à petit un vrai changement radical par la base et pour la base. Ce changement, malgré que plus long et plus laborieux que la distraction électorale, est le seul réel changement : le changement révolutionnaire.

Je te salue, lève mon verre et te dis : " À la sociale (et à ton courage, mon camarade) ! "

Alexandre Berkman

Berkman a été un écrivain et un participant influent du mouvement anarchiste au 20 ième siècle. Le jeune, idéaliste Berkman pratiqua la propagande par le fait en tentant d'assassiner, en 1892, le président de la Homestead Steel dont les ouvriers étaient en grève. Arrêté, il fut emprisonné jusqu'en mai 1906. À sa sortie, Berkman devint éditeur du journal d'Emma Goldman, The Mother Earth, et créa son propre journal, The Blast. Déporté des États-Unis à sa Russie natale en 1919, il vit de près l'échec de la révolution bolchévique et dédia ensuite sa vie à l'écriture anarchiste. Berkman mourrut le 28 juin 1936.



CHRONIQUE SYNDICALE

SUR LES LIGNES

OÙ EST LA COLÈRE?

On peut se poser la question après la manifestation du Réseau de vigilance devant le «Forum des générations» à Saint-Augustin. À peine mille participantEs, et nous sommes généreux, avec autant de passion et d'entrain qu'une famille à un enterrement. Un rassemblement tape-cul d'un ennui mortel... Les gentils-organisateurs ont même trouvé le moyen de nous faire passer une cassette de slogans pré-enregistrés. Non, mais! Où est passée la colère, l'indignation? Le mouvement est-il déjà mort et enterré, en même temps que la perspective de grève générale? Sans mouvement d'ensemble, nous retournons à nos luttes isolées que nous risquons de perdre l'une après l'autre. Pourtant, des luttes, ce n'est pas ça qui manque.

REGAGNER SES LETTRES DE NOBLESSE

REGAGNER SES LETTRES DE NOBLESSE et reprendre un leadership socio-politique, c'est ce que veut faire le Syndicat des employés de magasins et de bureau de la SAQ (SEMB-SAQ). Après une tournée de neuf semaines pour discuter des enjeux des négociations avec les membres et avec un mandat de grève à 86%, le SEMB-SAQ a décidé de montrer de quel bois il se chauffe maintenant. Un premier coup de semonce par une grève «surprise» de 24 heures dans 10% du réseau, puis un deuxième avec une grève générale de 4 jours début novembre. Au cas où la direction n'aurait pas compris, le syndicat menace de déclencher une grève générale illimitée avant les fêtes. L'enjeu du conflit: stopper la précarisation des temps partiels (68% des membres), instaurer un horaire rotatif garantissant au moins un jour de congé par fin de semaine à tous les temps plein et un moratoire sur la perte d'emplois de bureau (qui ont fondu de 30% depuis le 1er janvier 2003). http://www.semb-saq.com

UN POUR TOUS...

Le climat de travail est pourri rare au Réseau de transport de la Capitale (RTC). Déjà que les chauffeurs et les chauffeuses n'ont réussi qu'à arracher 6¢ de plus après 11 jours de grève (et à se mettre la sacro-sainte «opinion publique» à dos), voilà que ça se gâte aussi dans les garages qui sont les prochains à passer au bat en janvier. Le 4 novembre, une centaine de mécaniciens ont causé tout un émoi quand ils sont montés dans le bureau du directeur de l'entretien pendant leur pause-café. Selon le RTC, il a fallu faire appel à une firme de nettoyage spécialisée à la suite de leur passage. Le président du syndicat, Pierre Lépine, soutenait sur les ondes de Radio-Cadenas qu'il n'y a pourtant rien eu de grave : « C'est sûr qu'il y avait peut-être des papiers par terre. Il y avait peut-être des graines de muffins. Une centaine de personnes qui mangent des muffins, ça fait des graines par terre. Il y a eu peut-être du monde qui ont échappé un peu de café par terre, ça peut arriver aussi, 100 personnes avec un café dans les mains. » Ils voulaient protester contre la suspension de sept des leurs. Ces suspensions surviennent à la suite d'une enquête menée auprès des mécanicienNEs afin de trouver la personne qui aurait mis des excréments sur la chaise d'un contremaître (!!). Les mécanos suspendus auraient refusé de collaborer avec les enquêteurs. Alors que la gauche caviar qui tient l'Hôtel de Ville chie dans ses culottes, nous, ça a plutôt tendance à nous rassurer de savoir qu'il y a encore du monde qui savent se tenir debout.

LE GRAND CHANTAGE

Pour mettre fin à une grève de cinq mois, la direction du fabriquant de meuble Shermag a annoncé au début octobre qu'elle fermait son usine de Disraéli et délocalisait définitivement la production en Chine. Les syndiquéEs venaient juste de refuser les dernières offres patronales. Ils et elles se sont reviréEs comme sur un trente sous, ont ravalé leur orgueil et ont décidé, après une très pénible assemblée générale, de tenter le tout pour le tout afin de sauver leur job. Moins de la moitié des syndiquéEs sont finalement retournéEs au travail à la mi-octobre. Complètement écoeuré, le président du syndicat à préféré remettre sa démission que de rentrer travailler. Il a souhaité bonne chance à la CSD pour relever le syndicat de ce knock-out...

WAL-MART RIT DE NOUS AUTRES...

Une fois que l'accréditation syndicale a été accordée au Wal-Mart de Jonquière, voilà-t'y pas que les patrons nous apprennent que le magasin n'est pas vraiment rentable. Non, mais, pour qui ils nous prennent...

Au moment d'écrire ces lignes (9 novembre), il y avait au moins 1 956 prolos en grève ou en lock-out dans la «belle province».





